

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 59

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

Plusieurs organisations et personnalités de Gauche lancent un appel pour un rassemblement anti-libéral de gauche et des candidatures communes. La Gauche Républicaine participe à cette initiative qui va dans le sens de la lettre qu'elle a adressée le 8 mai à ses partenaires. Combat Républicain publie ces deux textes.

## **A l'attention des formations politiques de gauche ayant fait campagne pour le « Non »**

Chers camarades,

A en croire les médias, l'élection présidentielle se jouerait irrémédiablement entre deux anciens partisans du « oui » au référendum du 29 mai, qui, s'ils n'appartiennent pas au même camp, communient dans l'admiration pour le « modèle anglais » incarné par Tony Blair... Et cela, un an après la victoire du « non » ! Malgré les nombreuses enquêtes d'opinion qui attestent du rejet par les Français des politiques néo-libérales menées depuis 20 ans ! Alors que trois millions d'entre eux sont descendus récemment dans les rues pour imposer le retrait du CPE !

Une telle supercherie médiatique n'est possible que parce que le PS ne s'est pas clairement engagé dans le camp anti-libéral, et parce que la confusion règne, hélas, dans les rangs de la gauche du « non ». Pourtant, en un an, nous avons pu cerner les bases d'un accord, dont une première mouture est proposée par les comités du 29 mai. Ce texte est important, même s'il nous reste à en faire un véritable programme politique. D'autre part, il existe un très large consensus entre nous pour affirmer que les institutions de la Vème République ont fait leur temps, et qu'il est impératif d'asseoir la souveraineté populaire sur l'Assemblée Nationale.

Nos organisations sont toutes d'accord sur ce point crucial : le peuple de France ne saurait confier son avenir à un « sauveur suprême », à un homme ou à une femme providentiel(le). Or que constatons-nous ? Que les formations de la gauche anti-libérale n'échappent pas à la personnalisation de la politique, et ont souvent annoncé la pré-candidature d'un des leurs à l'élection présidentielle. Le risque est donc grand de voir les petits calculs l'emporter sur le grand espoir collectif né le 29 mai dernier.

Changeons de méthode ! Marie-George Buffet, Jean-Pierre Chevènement, José Bové ou Olivier Besancenot sont des représentants parfaitement estimables de leurs courants politiques, et non de la diversité de la gauche du « Non ». De toutes façons, nul d'entre eux n'affiche le dessein de présider aux institutions de la Vème République, et le peuple de gauche serait mis dans une impasse si le premier tour n'avait pour objet que de les départager.

**Suite page 2, 1ère colonne**

## **POUR UN RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL DE GAUCHE ET DES CANDIDATURES COMMUNES: IL Y A URGENCE !**

Pour que ça change vraiment, l'heure est venue de passer aux actes : nous proposons la création d'un collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes.

En moins d'un an, à plusieurs reprises, la société française s'est insurgée contre le libéralisme, destructeur de vies et d'avenir. Le 29 mai 2005, une majorité a sanctionné les choix libéraux des élites européennes. A l'automne, la jeunesse de nombreux quartiers populaires, confrontée au chômage, à l'exclusion et aux discriminations, a manifesté sa révolte. En mars et avril de cette année, c'est par millions que jeunes et salariés se sont soulevés contre la précarité et la destruction du code du travail. Depuis, le refus de la loi sur « l'immigration jetable » s'étend. Ces séismes à répétition et les luttes appellent une réponse politique à la hauteur. Elle ne peut pas être le « réformisme de gauche » accompagnant la mondialisation capitaliste que propose la direction du Parti socialiste. Elle ne peut pas être la réédition de ces alternances sans changement profond qui se terminent inmanquablement par des désastres, comme le 21 avril 2002.

Notre pays a besoin d'une rupture avec le cadre libéral, et non d'un aménagement de celui-ci. Ce choix, qui doit être traduit en propositions précises, correspond à l'attente de millions de femmes et d'hommes de notre pays. Il a vocation à être majoritaire au sein de la gauche, à y battre les politiques d'adaptation et de renoncement, ouvrant ainsi la voie à un changement politique et social profond.

Le discours dominant prétend fixer le cadre des prochaines échéances électorales en les réduisant à la rivalité des deux partis institutionnellement dominants. Tout juste s'inquiète-t-on de la capacité de l'extrême droite à troubler le jeu et s'interroge-t-on, en marge, sur qui décrochera le prix du meilleur second rôle à gauche du PS au terme d'une dérisoire compétition dans la dispersion.

### **Mais l'Histoire n'est pas écrite.**

Nous étions ensemble contre les offensives de la droite et du patronat, refusant de nous incliner devant l'inéluctabilité du modèle libéral que l'on cherche à imposer à tous les pays d'Europe. Dans nos partis, syndicats, associations, dans le cadre des collectifs unitaires du 29 mai ou d'autres initiatives visant à l'unité, nous avons poursuivi notre démarche. Nous affirmons que seule une union de toutes les énergies anti-libérales autour d'un projet commun, seules des candidatures communes antilibérales de gauche aux élections présidentielle et législatives peuvent ouvrir la voie à une authentique alternative : sociale, écologique, anti-discriminations, démocratique. Faute de quoi l'exaspération et la détresse populaires risquent de se traduire en abstention et de profiter à la droite extrême ou à l'extrême droite.

**Suite page 2, 2ème colonne**

Qu'ils deviennent tous, ainsi que les représentants des formations et courants de la gauche anti-libérale, les porte-parole d'une campagne présidentielle dont le candidat doit d'abord faire sienne notre plate-forme programmatique.

Désignons celui ou celle dont le parcours symbolisera sans équivoque la résistance à la mondialisation financière, celui ou celle qui s'engagera à restaurer immédiatement la démocratie parlementaire tout en impulsant la refonte institutionnelle que nous appelons de nos vœux.

L'élection présidentielle de 2007 doit marquer le début de la fin de la monarchie présidentielle. Les citoyens ne veulent plus d'un régime où le pouvoir personnel étouffe le débat démocratique et paralyse totalement l'action collective, qui seule peut permettre à notre pays de relever les défis redoutables soulevés par la mondialisation financière. La politique de la nation doit être décidée par l'Assemblée Nationale sous le contrôle des citoyens, et conduite par le gouvernement. Le président de la République portera la voix de la France sur la scène internationale, pour que l'alternative soit comprise et respectée.

Prétendre combattre en ordre dispersé – chacun pour son camp – un ennemi aussi puissant que le capital multinational relèverait de la gesticulture velléitaire. Des candidatures de témoignage et de comptage exprimeraient un échec d'autant plus désastreux que la situation ouverte depuis la victoire du « non » est riche en possibilités pour celles et ceux qui combattent le libéralisme.

Nous vous écrivons cette lettre aujourd'hui 8 mai, date qui rappelle la victoire historique de l'humanité contre le fascisme. Aujourd'hui encore, il faut mettre les intérêts supérieurs des peuples au dessus de tout, et consentir aux sacrifices nécessaires pour aller de l'avant. Soyons suffisamment audacieux pour être à la hauteur des enjeux de 2007 ! Le 29 mai 2005 et le succès de la mobilisation contre le CPE nous montrent la voie : la victoire est possible. A nous, dans l'unité, de la forger !

Veillez agréer, chers camarades, nos salutations fraternelles.

**Pierre Carassus**

Secrétaire Général de la Gauche Républicaine

## **Les obstacles à l'unité peuvent être levés si la volonté politique prévaut.**

Nous nous battons pour gagner. Nous voulons en finir avec le pouvoir de la droite, en finir durablement avec une politique dont le pays fait les frais depuis trop longtemps. C'est pourquoi nous avons l'ambition de changer en profondeur la donne politique, de bouleverser le rapport de forces à gauche. Nous voulons construire une forte dynamique populaire et citoyenne, œuvrer ainsi à l'essor des mobilisations sociales, avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. Une politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent. Nous le croyons possible. Si nous n'accédons pas au second tour de la présidentielle, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'ex-trême droite. Mais nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme.

Des propositions convergentes existent sur nombre de questions essentielles. Elles fournissent déjà un fondement solide à notre rassemblement.

Notre campagne commune aux élections présidentielle et législatives devra s'inspirer de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen. C'est la même dynamique unitaire que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les meetings, les médias. Cette campagne devra être portée par les différentes sensibilités engagées dans le processus et ensemble, partout, par les milliers de citoyens qui s'y retrouveront.

Un tel cadre collectif permettra d'échapper à la dérive présidentielle encouragée par les institutions et de désigner celle ou celui qui symbolisera le mieux notre unité à l'élection présidentielle.

Le temps est venu de concrétiser. Nous proposons la création d'un collectif national d'initiative permettant de discuter de toutes les questions auxquelles ce rassemblement devra répondre, de lever les derniers obstacles et de concrétiser cette campagne. Nous convions toutes les forces, courants, sensibilités de la gauche anti-libérale, féministe, écologiste, citoyenne à être partie prenante de ce collectif qui ne sera pas un cartel figé et restera ouvert. Nous invitons toutes celles et ceux qui partagent notre objectif à créer partout de tels collectifs d'initiative, unitaires et populaires.

Il nous appartient de délivrer ensemble un message d'espoir. Le temps presse. Le défi doit être relevé.

**Le 11 mai 2006**

### **Signataires de l'appel :**

#### **Les Alternatifs, Convergence Citoyenne, Gauche Républicaine, MARS, Parti communiste français.**

#### **ET :**

Etienne Adam, Christophe Aguiton, Tony Andréani (professeur émérite de sciences politiques), Patrick Appéré, Clémentine Autain (féministe, élue de Paris), Francine Bavay (élue régionale, les Verts), Tarek Ben Hiba, Hamida Ben Sadia, Jean-Jacques Boilaroussie, José Bové, Michel Bourgain (maire, les Verts), Patrick Braouezec, Marylène Cahouet, Eric Coquerel, France Coumian, Pierre Cours-Salies, Claude Debons, Monique Dental (militante féministe), Hayat Dhalifa, Bernard Dedebeban (syndicaliste), Michel Dupont, Frédéric Dutoit, Alain Faradji (membre du bureau politique de la LCR), Jacqueline Fraysse, Bertrand Geay, David Gipoulou (membre de « Pour la République Sociale » : PRS), Charlotte Girard (membre du bureau national de PRS), Bernard Guibert (membre des Verts), Jean-Paul Hebert (économiste, EHESS), Michel Husson (économiste), Raoul Marc Jennar, Jacques Lerichome (syndicaliste), Bernard Loche, Céline Malaisé (membre du bureau politique de la LCR), Roger Martelli, Henri Merme, Roland Merieux, Benoist Magnat (membre des Verts), Claude Michel (syndicaliste), René Mouriaux (politologue), Michel Naudy, Michel Onfray (philosophe), Christian Picquet (membre du bureau politique de la LCR), René Revol (vice-président de PRS), Yves Salessse, Patrick Silberstein (médecin, éditeur), François Simon, Francis Sitel (membre du bureau politique de la LCR), Jean-Pierre Terrail (sociologue), Philippe Villechallanne (militant d'association de chômeurs), Claire Villiers (élue régionale, Alternative citoyenne), Pierre Zarka, Malika Zédiri.